

A picture taken on April 28, 2022, at European Parliament in Brussels shows a NATO flag and the stars of the European Union. (Photo by Kenzo TRIBOUILLARD / AFP)



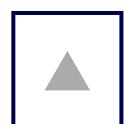
Revitalisation

L'étonnante résilience des deux piliers de l'Occident : OTAN et UE

Emmanuel Macron a rejoint les chefs d'Etat et de gouvernement des États membres de l'OTAN pour le 75e sommet d'une alliance dont il avait qualifié l'état de « mort cérébrale » dans un entretien publié en novembre 2019.



Cyrille Bret



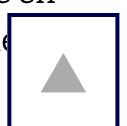
[Voir la bio »](#)[SUIVRE](#)

Atlantico : « Ce qu'on est en train de vivre, c'est la mort cérébrale de l'OTAN », a déclaré Emmanuel Macron à l'hebdomadaire *The Economist* dans un entretien publié en novembre 2019. Près de cinq ans après cette déclaration, à quel point Emmanuel Macron s'est-il trompé ?

Cyrille Bret : Son expression fracassante est aujourd'hui démentie et son diagnostic, obsolète. Plusieurs évolutions externes à l'Alliance lui ont restitué sa vocation historique. Comme le disait un précédent Secrétaire Général de l'OTAN, l'organisation était destinée à maintenir les Américains en Europe, les Soviets en dehors et les Allemands sous contrôle (« to keep the Soviet Union out, the Americans in, and the Germans down »).

Quels ont été les facteurs exogènes qui ont ravivé l'intérêt des 32 États parties au Traité de l'Atlantique Nord pour la plus grande organisation politico-militaire au monde ? Tout d'abord, la crise en Ukraine, commencée lors de la révolution de Maïdan en 2014, puis qui s'est prolongée dans la guerre du Donbass à partir de 2015 et culmine depuis 2022 dans l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Alors que la Russie était associée à l'OTAN depuis 2002 par le Conseil OTAN-Russie, elle est officiellement devenue une menace pour l'OTAN avec son invasion de l'Ukraine. L'OTAN a repris son objectif fondamental : protéger les États membres européens des menaces militaires russes.

Il convient de souligner que l'expression du président Macron ne prétendait pas être un diagnostic historique. Dans un contexte marqué par le relâchement des liens transatlantiques durant la présidence Trump (2017-2021), le président français, grand leader européen, essayait d'appeler les Européens à prendre en charge eux-mêmes leur défense. En outre, le président Français prenait acte du fait que, de l'effondrement de l'URSS en 1991 à la présidence Trump, l'OTAN avait perdu non seulement sa vocation historique mais aussi une claire conception de son rôle, de ses buts et de sa place. Elle avait agi hors mandat de l'ONU en ex-Yougoslavie (KFOR 1999), elle s'était engagée loin de l'Europe en Afghanistan (2003) et elle avait plus généralement étendu son empreinte territoriale dans des zones fort éloignées de l'Europe occidentale.



Le président français, en 2019 ne s'est pas exprimé en analyste stratégique mais en leader politique qui a essayé de promouvoir la nécessité d'une autonomie stratégique de l'Europe dans tous les domaines. La situation internationale s'étant radicalement transformée depuis, son diagnostic sur l'OTAN a perdu de sa pertinence. Mais son appel à une sécurité européenne assurée par les Européens eux-mêmes reste indispensable.

Le 31 janvier 2020 marque le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Aujourd'hui, l'UE reste populaire et selon YouGov, un référendum sur l'appartenance à l'UE se traduirait par une victoire écrasante du *Remain* dans chacune des grandes démocraties européennes. À quel point l'Union Européenne est, aux côtés de l'OTAN, un pilier de l'Occident ?

L'Eurobaromètre du printemps 2024 montre clairement que le soutien à l'Union européenne et à ses principales politiques est très large (en moyenne 65%) à travers toute l'Union européenne auprès des citoyens. Que ce soit pour le soutien à l'Ukraine, à l'économie ou encore à la sécurité continentale ou à la monnaie, les Européens voient dans l'Europe un facteur de stabilité et de protection malgré les critiques vives qu'il ne se privent pas d'exprimer sur l'efficacité des institutions et sur leur représentation politique. Le *Remain* virtuel est si fort que la question ne se pose pas de quitter l'Europe mais seulement de la changer, y compris dans les gouvernements les plus eurosceptiques comme en Hongrie ou en Pologne jusqu'en 2023. Même Viktor Orban s'investit au niveau européen : il tire sa légitimité intérieure de son bras de fer permanent avec Bruxelles pour obtenir avantages, concessions et visibilité de la part de l'Union européenne.

Et le meilleur avocat de l'Union européenne a été le Brexit de 2020 : depuis le Brexit, le taux de chômage est passé de 3,7% à 4,7% de la population active ; la livre sterling s'est dépréciée face à l'euro et au dollar ; l'inflation a tangenté les 11% ; et bien entendu, le Royaume-Uni a connu une dégradation de sa balance commerciale ; il n'a pas pu bénéficier du plan de relance et de résilience de l'Union européenne pour la COVID 19. Avec les conséquences du Brexit, les Européens ont pu apprécier les effets protecteurs de l'intégration européenne.

Moins qu'un pilier de l'Occident, l'Union européenne est une des trois grandes puissances commerciales, économiques, technologiques et financières du monde, avec la Chine et les Etats-Unis. La bipartition du monde entre l'Ouest et le Reste est une fiction alimentée par la Russie et la Chine qui dénie toute autonomie aux Européens et veulent enfermer les Européens dans un bloc. L'Union est aujourd'hui une puissance économique indépendante et menacée. Sa vocation et ses champs d'action sont bien plus large que ceux de l'OTAN, strictement militaire.

Comment expliquer cette étonnante résilience de ces deux piliers de l'Occident ? Celle-ci revient-elle à l'agression de l'Ukraine par Vladimir Poutine en février 2022 ou peut-on penser qu'elle est également le résultat d'une sorte de force intrinsèque à l'Occident ?

Le retour de l'OTAN et la reviviscence de l'Union européenne tiennent à des facteurs exogènes. D'une part, l'invasion russe de l'Ukraine a joué le rôle d'un réveil stratégique. D'autre part, la crise de la COVID 19 a montré aux citoyens d'Europe et d'Amérique du Nord que la mondialisation créait des dépendances économiques à la Chine qui pouvaient limiter leur indépendance stratégique et économique. Cela aussi a été un facteur de retour aux structures historiquement issues de la Deuxième Guerre Mondiale. Enfin, la crise démographique et la crise énergétique des États européens a souligné pour les citoyens d'Europe leurs propres faiblesses. Ils cherchent désormais à assurer leur pérennité comme ensemble politique, culturel, historique non homogène mais doté d'une identité propre.

N'oublions pas les facteurs endogènes de ce réveil de l'OTAN et de l'UE : ces institutions sont nées de la plus grande confrontation armée de l'histoire récente, la deuxième guerre mondiale. Chacune dans leurs registres, l'Alliance et l'Union sont nées de la crise et ont été conçues pour prévenir les crises internationales ou pour les résoudre. L'OTAN, sur le plan militaire pour empêcher une nouvelle guerre continentale et pour défendre l'extrémité occidentale de l'Eurasie. L'Union européenne, sur le plan politique, institutionnel, juridique, économique, commercial et financier pour prévenir une nouvelle « guerre civile » européenne, pour mutualiser les moyens de lutte contre les dépressions économiques et pour bâtir un ensemble citoyen efficace car vaste. La résurgence de ces deux institutions tient à une prise de conscience, critique, des vertus de ces organisations pour protéger les Européens contre la guerre, la dépression économique et les dictatures.

Que nous disent les études d'opinion sur l'attachement des Européens à l'UE et à l'OTAN ? Dans quels pays cet attachement est-il le plus marqué ?

Le soutien à l'Union européenne n'est ni unanime, ni dénué de critiques, ni au-dessus des insatisfactions. L'Eurobaromètre le souligne : l'Union n'a pas encore convaincu au plan institutionnel. Mais elle est soutenue dans les urnes et dans les sondages sur plusieurs questions : la capacité à assurer la stabilité dans les crises économiques ou internationales ; la capacité à assurer une protection des citoyens contre les infractions à l'Etat de droit ; la capacité à relancer les économies. Et cette vision est partagée largement, dans les Etats fondateurs de l'Union européenne comme dans les « nouveaux » Etats membres issus de l'élargissement, désormais ancien, de 2004.

Etre eurobéat serait illusoire ou absurde : plusieurs partis ouvertement eurocritiques ont envoyé de larges contingents d'eurodéputés à Bruxelles et Strasbourg. En Autriche et en Hongrie, en France et en Allemagne, en Pologne et même en Espagne, les partis identitaires sont puissants, écoutés, admis. Cela montre que l'attachement à l'Europe est partout réel mais fragile car insatisfait.

Le sujet vous intéresse ?

Mots-Clés

